



Le 29 juin

ARRAS

Préfecture du Pas de Calais à ARRAS

Après les rassemblements réussis à la préfecture de Lille, à la sous-préfecture de Calais, à l'interrégion de Lille et les actions menées au Ferry à Calais et à Lesquin,

Une centaine d'agents se sont mobilisés devant la Préfecture du Pas de Calais

Une délégation intersyndicale a été reçue plus d'une heure par le Préfet en personne, Monsieur Robin où nous lui avons remis la motion reproduite ci-dessous tout en commentant cette dernière par rapport à notre actualité douanière locale et nationale. (Réunion intersyndicale avec notre DG le 4 juillet après midi)

Nous avons insisté sur nos revendications à savoir l'abrogation de la journée de carence, l'amélioration immédiate de nos conditions de travail et la prise en compte des problèmes psychosociaux bien présents dans notre administration, l'amélioration de notre pouvoir d'achat et salariales en

particulier sous force d'augmentation du point d'indice, la pénibilité et des déroulements de carrière. La fin des objectifs individuels et/ou collectifs a également été abordée.

Nous lui avons rappelé les diverses actions menées depuis le mois de mai :

- action à Calais Littoral (respect du



code de la route)

- remise de motion au Préfet de Lille, au sous-préfet de CALAIS puis à celui de DUNKERQUE avec toujours une très forte présence d'agents des Douane tant en CO qu'en SU

- rassemblement et envahissement du Comité Technique de la Direction Interrégionale de LILLE. Boycott de

cette instance par l'ensemble des élus du personnel en intersyndicale.

- barrage filtrant proche de l'aéroport de LESQUIN

- rassemblement d'agents devant la DI de Lille et vote contre les fermetures des brigades des Douanes d'Avesnes et d'Hirson lors du Comité Technique reconvoqué.

Mais nous sommes également fortement intervenus sur le dossier d'Arras en démontrant que l'avis donné par Monsieur Galy lors d'une rencontre qu'il avait eu récemment (changement uniquement organique) était loin d'être complet et en contradiction avec le monde économique et politique de l'Artois.

En effet sous prétexte d'amélioration supposée du dispositif douanier, notre directeur interrégional de LILLE, voulait rattacher la brigade d'ARRAS à la direction de LILLE et spécialiser le bureau d'ARRAS pour le rattacher tôt ou tard à la DR de Lille....sonnant le glas à la DR de Dunkerque

Selon l'intersyndicale cette mesure

Il n'est pas logique de démanteler un bureau qui fonctionne bien et qui de surcroît rend des services appréciés des entreprises et citoyens

C'est pourquoi nous pensons que ce projet n'obéit qu'à des considérations budgétaires: rendre chaque année 40 emplois au budget de l'Etat sur les 1400 que compte notre interrégion.

Concernant la brigade d'Arras, un transfert de commandement de Boulogne sur mer à Halluin nous paraît tellement incohérent que l'ensemble des OS a réclamé la réouverture de la division des Douanes d'Arras le 12 juin au dernier comité technique, proposition que nous avons à nouveau soumise à M. le préfet

Ce dernier nous a déclaré qu'il confierait l'étude

du dossier arrageois à l'un de ses cabinets et enverra un courrier avant le 4 juillet à Monsieur Fournel afin de lui faire part du contenu de cette conversation ainsi que son avis sur ce qu'il avait entendu.

Et ce n'est pas le courrier de madame la directrice des affaires juridiques qui doit nous faire douter du bien fondé de notre action ... attendons donc après la réunion du 4 juillet afin d'analyser les conclusions de la réunion inter-syndicale/DG DGDDI avant d'envisager la suite du mouvement.

Ci-dessous, un article de "la Voix du Nord" du 1er juillet ...

FAITS DIVERS JUSTICE ARRAS 15

MANIFESTATION

Les douaniers souffrent de sous-effectifs et craignent de devoir quitter Arras

Les agents des douanes ont rencontré le préfet du Pas-de-Calais, vendredi, pour lui faire part du malaise grandissant face à la dégradation des conditions de travail avec la restructuration de leur administration.

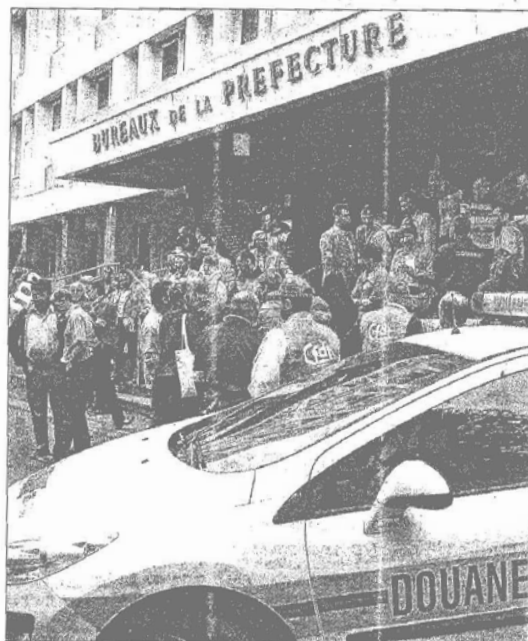
PAR LAURENT BOUCHER
lboucher@lavoxdunord.fr
PHOTO « LA VOIX »

« Les services ferment à tour de bras : Le Touquet, Boulogne, Béthune, Steenvorde, Dunkerque... et maintenant Arras. Notre avenir, c'est comment, où et pour quoi faire ? » David Caron pour la CFDT, comme Gaël Dennetière pour la CGT, se demande comment les douaniers vont pouvoir continuer à exercer correctement leurs missions ces prochaines années. En cause, la « logique comptable » de la RGPP (réforme générale des politiques publiques) et les réductions d'effectifs des fonctionnaires, dans leur administration en particulier. « L'interrégion perd une trentaine d'agents par an et c'est toujours le Pas-de-Calais qui paye, déplore Alain Legrin, pour la CGT. On a fermé Béthune, et maintenant, on

« On demande la réouverture de la division d'Arras. On ne va pas continuer à nous éclater. »

craint pour notre bureau d'Arras, malgré des résultats probants. On ne comprend pas. »

L'an dernier, la structure de commandement que constituait la division d'Arras a été fermée au profit de Boulogne. « On demande la réouverture de cette division d'Arras. Avec la plateforme multimodale de Dourges et celle à venir de Marquion, cela se justifie. On ne va pas continuer à nous éclater. »



Les agents des douanes basés à Arras et dans tout le Pas-de-Calais ont manifesté vendredi devant la préfecture.

Sans cette division territoriale, le maintien à la ZI est de Tilloy-lès-Mofflaines du bureau des douanes (vingt-sept agents) et de la brigade (trente agents) leur semble menacé. Les fonctionnaire en civil y assurent les opérations de dédouanement, taxation, fiscalité et protection des consommateurs ; et les agents en uniforme (brigade cynophile, motards, brigade d'intervention) effectuent leurs contrôles depuis cette base.

Les élus interpellés

Les élus ont été sensibilisés à ces sombres perspectives et depuis deux mois, les manifestations s'enchaînent : Lille, Calais, Dunkerque et maintenant Arras. Vendredi

midis, les représentants de l'intersyndicale CGT, CFDT, FO-SNCD, CFTC et UNSA ont été reçus par le préfet Denis Robin en personne. Le signe du rétablissement d'un dialogue qui semblait rompu avec la hiérarchie de l'administration des douanes ? « On a été mis devant le fait accompli sans aucune concertation », déplorent les agents en évoquant l'application depuis cette année d'une journée de carence en cas de maladie et d'absence exceptionnelle. « On travaille parfois quinze à vingt heures d'affilée. Avec les sous-effectifs, nos conditions de travail sont de plus en plus pénibles. Il y a de la souffrance au travail. » L'arrivée lundi d'un nouveau directeur interrégional est attendue avec espoir. Juste un peu. ■

la
cgt
douanes

Le 1^{er} juillet

CT/DI

A 14h30 l'intersyndicale présente (sauf FO) a réaffirmé aux représentants de l'administration sa volonté de ne pas siéger tant qu'au préalable le sujet des indispos ne serait pas réglé et qu'une réelle volonté de dialogue social soit instaurée.

Le président, loin de vouloir jouer l'apaisement, a répondu par de nouvelles provocations, comme par exemple sa volonté de revoir le nombre de jours de congés dans les services (comme si le jour de carence ne suffisait pas), mais aussi de continuer la suppression des emplois douaniers prévus.

La quarantaine d'agents présents a houleusement répondu à ces nouvelles provocations et lui a rappeler nos missions régaliennes de service public. La souffrance au travail grandissante des agents n'étant manifestement pas la préoccupation première, du DI, son seul objectif restant la réduction des ETP, les agents et l'intersyndicale ont quitté la salle sans que l'instance n'ait été tenue.

M
A
R
S
E
I
L
L
E



Les douaniers trop à l'étroit à la brigade

Grogne | Les agents dénoncent la dégradation des conditions de travail.



■ Une quinzaine d'agents a exprimé sa colère, hier après-midi.

F.T.

Un mouvement de grogne chez les douaniers, c'est plutôt rare. Mais la coupe est pleine à la brigade de Narbonne. Une quinzaine d'agents se sont rassemblés, déployant des banderoles, hier, devant leur bâtiment situé... rue de la Douane. Construits il y a 40 ans, les locaux sont aujourd'hui inadaptés. Prévus pour 15 personnes, ils en accueillent 37, à la suite de l'absorption de la brigade de Port-la-Nouvelle et de l'accueil de motards.

L'un des gabelous dénonce la dégradation des conditions de travail: « La promiscuité est très pénible. Il n'y a pas de toilettes pour les dames. Une seule douche. Et, en plus, la loi nous oblige à réserver de la place pour les retenues douanières qui doivent se dérouler en présence d'un avocat et d'un médecin ». Et de trouver

« aberrant » de ne pas pouvoir occuper une partie de la caserne Montmorency, désaffectée depuis le départ des gendarmes mobiles.

Le problème des locaux vient s'ajouter à « une course aux objectifs et à la performance » mal acceptée, car considérée comme inefficace. Éric Erre, délégué syndical Solidaires, explique: « Si les objectifs sont atteints, on encourage les douaniers à être moins mobilisés alors que leur mission est d'être sur tous les fronts. S'ils ne sont pas atteints, l'année suivante on diminue les moyens de la brigade fautive qui, à terme, peut être menacée de fermeture ». Du coup, les gabelous ne s'empressent pas de remplir les comptes rendus réguliers adressés à leur direction.

S.M.

Le 2 juillet



N
A
R
B
O
N
N
E